

Envoyé en préfecture le 06/02/2024
Reçu en préfecture le 06/02/2024
Publié le
ID : 086-228600011-20240205-24_A_PAPH_002-AR

RENDU EXECUTOIRE LE

21 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-PAPH/002

en date du **05 FEV. 2024**

**fixant à compter du 01/01/2024
le tarif horaire de la prise en charge des
prestations
d'aide ménagère délivrées par les services
autonomie à domicile autorisés par le Président
du Conseil Départemental**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment les articles L 312-1, L 313-1-2, L 313-6, L 231-1 et R. 231-2 ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 20 décembre 2019 adoptant le Schéma Unique des Solidarités 2020-2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Au titre de l'aide sociale et pour la prestation d'aide ménagère, la participation du Département de la Vienne à l'intervention des services accompagnement à domicile autorisés en application de l'article L 313-6 du CASF est fixée à compter du 1^{er} janvier 2024 à 21,32 € par heure.

ARTICLE 2 : Pour les services autonomie à domicile habilités à l'aide sociale, la contribution laissée à la charge du bénéficiaire de l'aide sociale départementale est fixée à 2,18 € par heure à compter du 1^{er} janvier 2024.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux et la Directrice Adjointe en charge des Solidarités du Département de la Vienne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux services autonomie à domicile autorisés et publié sur le site internet

1 / 2

Envoyé en préfecture le 06/02/2024

Reçu en préfecture le 06/02/2024

Publié le

ID : 086-228800011-20240205-24_A_PAPH_002-AR

S'LO

du Département de la Vienne « lavienne86.fr ». Il sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au service de gestion comptable (Poitiers extérieur).

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département « lavienne86.fr » pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun – 33074 BORDEAUX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département « lavienne86.fr » pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun – 33074 BORDEAUX.

Fait à Poitiers, le 05 FEV, 2024

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON